

Date de dépôt: 14 août 2006

Messagerie

Rapport du Conseil d'Etat

au Grand Conseil sur la motion de Mmes et MM. Yvonne Humbert, Geneviève Mottet-Durand, Martine Roset, Florian Barro, Hervé Dessimoz, Michel Ducret, René Koechlin, Jean Opérior et Olivier Vaucher relative à l'aménagement du quartier de Sécheron - Prieuré

Mesdames et
Messieurs les députés,

En date du 19 septembre 1996 le Grand Conseil a renvoyé au Conseil d'Etat une motion qui a la teneur suivante:

LE GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève
considérant :

- la pétition 1073 concernant le secteur Sécheron - Prieuré, déposée le 7 juin 1995 par les habitants;*
- la progressive désaffectation dont le quartier et plus particulièrement sa zone industrielle sont l'objet;*
- les nuisances que subit ce dernier;*
- les incertitudes qui pèsent sur le caractère et la destinée des activités à cet endroit, qu'elles soient liées ou non à une entreprise ou à un projet d'implantation;*
- l'urgence que revêt la nécessité de trouver une solution à l'ensemble des problèmes qui se posent dans ce secteur, du fait qu'il est habité, que ses habitants sont insatisfaits et que de nombreux et précieux terrains sont en friche,*

invite le Conseil d'Etat

- *à promouvoir, en collaboration avec la ville de Genève, l'aménagement coordonné du quartier en question;*
- *à constituer l'organe qui - à l'instar de la FAG aux Grottes - réunisse les compétences et les moyens de promouvoir l'urbanisation de tout le secteur dans un périmètre à définir;*
- *à informer régulièrement les habitants des démarches qui sont entreprises et à les y associer dans la mesure du possible.*

RÉPONSE DU CONSEIL D'ÉTAT

1. Rappel historique

Déposée en août 1996, la motion 1076 fait notamment suite à la pétition 1073, initiée par les habitants du quartier concerné en juin 1995.

Cette motion est intervenue à un moment où, suite à la cessation de l'activité industrielle et au rachat du terrain de l'entreprise Sécheron, quantité de propositions d'aménagement se succédaient, au gré d'orientations très fluctuantes dont aucune ne parvenait à dégager un consensus : maintien ou non de l'affectation industrielle, priorité à la réalisation de logements ou d'activités tertiaires, etc.¹

Dans ce contexte, la seule certitude qui se faisait jour, outre la conviction que ce secteur, relativement vaste occupe une position clé dans l'agglomération, c'est le poids important que devaient y prendre les infrastructures de transport et les problèmes qui y sont liés, Sécheron constituant véritablement la porte d'entrée de cette partie de la ville.

Conscient de la difficulté de prévoir un aménagement porteur d'une réalité économique dans une situation alors marquée par une profonde récession, le Conseil d'Etat a décidé de confier la surveillance et la coordination de l'évolution de ce périmètre à un groupe de travail Etat-Ville, présidé par la direction de l'aménagement du territoire. Il n'a pas jugé opportun, en revanche, de créer un organe de promotion sur le modèle de la Fondation de l'aménagement des Grottes, tel que le demande la motion, solution moins efficace et plus onéreuse.

¹ Cependant on rappellera qu'en 1992, le Grand Conseil avait pris une décision majeure, en votant la modification de limite de zone qui aura permis la construction du siège mondial de l'OMM en limite nord de secteur.

Dans le même temps, le secteur de Sécheron a été désigné comme périmètre d'aménagement coordonné (PAC) dans le plan directeur cantonal, que le Grand Conseil a adopté en septembre 2001. Suite au refus, en votation municipale, du projet cantonal de reconstruction de la place des Nations (1998), le périmètre de coordination a été étendu, englobant tout le secteur allant du lac à la place des Nations.

Depuis lors, plusieurs décisions majeures ont clarifié la situation, donnant un cadre plus précis aux perspectives d'aménagement du secteur. Les plus importantes sont résumées ci-dessous, sachant qu'une énumération complète ferait l'objet d'un rapport trop volumineux :

- 1999, décision conjointe de l'Etat et de la Ville de Genève de relancer un projet d'aménagement de la place des Nations, dont la réalisation s'achèvera à fin 2006;
- 2000, décision d'intégrer une halte ferroviaire de Sécheron dans le concept du RER genevois, inaugurée en 2004, avec la mise en service de la troisième voie Coppet - Genève;
- 2003, rachat de la totalité du site de l'ancienne usine de Sécheron par l'entreprise de biotechnologie Serono, dont la première étape du centre de recherche et de production est en voie d'achèvement;
- 2003, engagement de l'Etat de Genève, propriétaire du domaine Rigot, d'en confier l'usage comme parc public à la Ville de Genève, à charge pour cette dernière d'y effectuer les aménagements nécessaires et d'en assurer l'entretien;
- 2003, achèvement de la ligne de tram Cornavin - Sécheron - Nations;
- 2003, rachat par la Ville de Genève de la parcelle de l'ancien foyer de l'usine Sécheron, aux fins d'y développer des logements, un établissement médico-social et divers équipements;
- 2005, finalisation des accords qui permettront la reconstruction du collège Sismondi dans l'angle sud-est du parc Rigot.

Ces éléments décisifs pour l'avenir du quartier ont été progressivement cadrés par le groupe Etat-Ville, formant la structure dans laquelle la coordination se poursuit.

2. Activité du groupe Etat-Ville

Depuis sa création en 1996, le groupe Etat-Ville s'est réuni plus de cinquante fois, au rythme moyen de cinq séances par année. Sa composition, initialement limitée aux représentants du département de l'aménagement et de la construction de la Ville et de l'Etat, s'est progressivement élargie à d'autres

départements et instances : office des transports et de la circulation (devenu office cantonal de la mobilité), Fondation des terrains industriels, Fondation des parkings, service des études d'impact sur l'environnement, service cantonal de l'énergie.

Se fondant sur les principales décisions qui ont été prises, le groupe a concentré son activité sur la coordination des opérations, au moyen de trois instruments régulièrement mis à jour:

- L'identification et le suivi de l'ensemble des projets menés dans le secteur, sous la forme de fiches de projets. La première version de ce document a été soumise en mars 2003 au Conseil d'Etat, qui en a pris acte en chargeant le groupe Etat-Ville de poursuivre son travail avec l'ensemble des services concernés. Ce document relève plus d'une vingtaine de projets publics et privés, dont l'investissement total sur une douzaine d'années a été estimé à quelque 2 milliards de F.
- Un planning sommaire des opérations, qui permet de gérer les nombreuses interactions entre les projets.
- Un plan géométrique de coordination extrêmement précis, devant assurer l'intégration des différents projets sans risque d'erreur et de manière à garantir l'aménagement progressif des espaces publics. C'est en effet dans la qualité de ces espaces, notamment du réseau piétonnier qui irriguera tout le secteur et le rattachement aux quartiers voisins, que se mesurera la qualité des aménagements urbains.

Parmi les projets en cours, outre ceux évoqués précédemment, on citera en particulier :

- le bâtiment OMC II au chemin de la Voie Creuse;
- la Maison de la Paix au chemin Rigot, dont la réalisation a été récemment confirmée;
- le réaménagement du parc Rigot, qui a fait l'objet d'un concours organisé par la Ville de Genève;
- une passerelle enjambant les voies ferrées, entre le chemin Rigot et l'avenue de Sécheron, colonne vertébrale du cheminement entre la place des Nations et le bord du lac, dont le crédit, après un concours d'architecture, est à l'étude du Conseil municipal;
- la reconstruction du chemin Rigot et le réaménagement de l'avenue de la Paix, opérations liées à la réfection des réseaux d'assainissement et au recalibrage des capacités;

- la mise en œuvre d'un concept énergétique d'avant-garde, bénéficiant du projet Serono pour irriguer l'ensemble du quartier à partir des ressources thermiques du lac.

Ce dernier projet, reconnu comme une percée majeure dans ce domaine, a reçu en automne 2005, le prix de l'ASPAN Suisse occidentale.

Il reste à évoquer les projets qui, en réalité, mobilisent pour la plus grande part l'activité du groupe Etat-Ville et des instances directement concernées : la planification de l'offre de stationnement et la régulation conséquente du dispositif routier. On sait que ce sujet fait l'objet de controverses, dont l'issue n'est pas facilitée par l'évolution rapide du contexte. Porte d'entrée de la ville, ce secteur d'intense activité, avec plusieurs milliers d'emplois concernés, doit offrir une accessibilité équilibrée, en réponse à des engagements dont le cumul ne doit pas mettre en péril le fonctionnement global des réseaux du trafic public et privé. Outre les besoins propres aux activités du quartier et aux habitants, dont l'importance est tempérée par l'offre exceptionnelle du secteur en transports publics, il s'agit d'honorer les accords liant la Suisse à l'OMC, dans le contexte d'une augmentation des exigences de sécurité, et de garantir la mise en œuvre de la politique cantonale en matière de parkings d'échange. On peut aujourd'hui espérer une solution cohérente à ces diverses exigences, par la réalisation d'ouvrages combinés, qui seront conçus en vue d'un fonctionnement optimum, mais aussi d'une valorisation des parcelles concernées.

La plupart des projets évoqués ci-dessus ont fait, ou feront, l'objet d'une information soit par des enquêtes publiques, soit par des communications au Grand Conseil ou au Conseil municipal de la Ville.

3. Conclusion

En conclusion, le Conseil d'Etat reconnaît pleinement l'intérêt de la volonté exprimée par les motionnaires.

L'aménagement du secteur de Sécheron, dont le rôle véritablement stratégique pour l'agglomération genevoise s'est confirmé, n'a pas pris la voie d'un grand plan d'urbanisme tel qu'on aurait pu l'imaginer, mais plutôt celui d'une coordination patiente, entre des projets dont la réalisation dépend des décisions de nombreux acteurs, publics et privés.

C'est pourquoi le Conseil d'Etat considère que, par ce rapport et par les informations qu'il sera conduit à fournir ultérieurement d'entente avec la Ville de Genève, il répond aux invites de la motion.

Au bénéfice de ces explications, le Conseil d'Etat vous invite, Mesdames et Messieurs les députés, à prendre acte du présent rapport.

AU NOM DU CONSEIL D'ÉTAT

Le chancelier :
Robert Hensler

Le président :
Pierre-François Unger